



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
SAÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 12/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**FRANCE BOIS IMPREGNES SAS**

Le Cerizet  
BP 38

42210 Boisset-Lès-Montrond

Références : UID257090/SPR/GV/ 2024 - 1212A  
Code AIOT : 0005901061

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement FRANCE BOIS IMPREGNES SAS implanté Route de Dijon 70100 Arc-lès-Gray. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suites de la visite d'inspection de 2023

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRANCE BOIS IMPREGNES SAS
- Route de Dijon 70100 Arc-lès-Gray
- Code AIOT : 0005901061
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site France Bois Imprégnés d'ARC-LES-GRAY est exploité depuis environ 90 ans. Sur ce site, les principales activités exercées au cours de cette période sont la fabrication de poteaux et l'activité de traitement de bois (poteaux pour les fils électriques et téléphoniques).

Depuis quelques années, la société ne fabrique plus de poteaux sur ce site. Actuellement l'activité principale sur ce site consiste au traitement de bois (piquets d'arboricultures, lames de terrasse, charpentes) dans deux autoclaves utilisant le même produit de traitement. Le site est également utilisé pour du transit de bois.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Pollution

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Surveillance des eaux souterraines - application des normes AFNOR	AP Complémentaire du 11/05/2000, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Régime administratif - conformité seuil rubrique 1532	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 511-9	/	Sans objet
2	Traitement des sources concentrées	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L.181-14 alinéa 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines - interprétation	AP Complémentaire du 11/05/2000, article 2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de mettre en évidence que l'exploitant souhaite conserver sur ce

site le niveau d'activité autorisé pour ses installations de stockage de bois relevant actuellement du régime de la Déclaration au regard de la sous-rubrique 1532-2, compte tenu de la recrudescence d'activités attendue par le Groupe Moulinvest sur ce site.

A la suite des échanges effectués lors de cette inspection avec l'exploitant sur la base du rapport de GINGER BURGEAP du 30 août 2021 concernant des investigations complémentaires de sol et sous-sol du site, l'exploitant s'est engagé à réaliser le diagnostic complémentaire recommandé par ce bureau d'étude (l'exploitant a d'ailleurs justifié après l'inspection avoir signé le bon pour accord du devis que GINGER BURGEAP lui a transmis pour répondre aux recommandations de son rapport du 30 août 2021).

Les ouvrages de prélèvements dans la nappe utilisés dans le cadre de la surveillance sont cadenassés et protégés contre les chocs.

Concernant le suivi environnemental, l'inspection a mis en évidence que l'exploitant ne peut garantir que les modalités des prélèvements qu'il effectue aux niveaux des piézomètres Pz1, Pz2, Pz3 et du puits sont réalisés conformément à la norme NF X31-615 en vigueur.

Les résultats des campagnes de surveillance des eaux souterraines sont accompagnés des niveaux piézométriques relevés et de commentaires utiles à leur compréhension. Toutefois les rapports d'analyse effectués par un laboratoire agréé sur lesquels sont basés les commentaires de l'exploitant mentionnent des observations sur lesquels l'exploitant doit travailler afin qu'elles puissent être levées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Régime administratif - conformité seuil rubrique 1532

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité seuil rubrique 1532
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique : 1532 : Bois ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public : 2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> : DECLARATIF
<b>Constats :</b>  Les installations et activités de l'établissement FBI d'ARC-LES-GRAY sont autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral n° 2627 du 11/10/1990 modifié. <u>Visite 2023:</u>  Le rapport de la précédente inspection du 7 décembre 2023, rappelle que sur la base du « tableau récapitulatif » transmis par l'exploitant le 24 juin 2019 (tableau de situation administrative des installations autorisées de son site d'ARC-LES-GRAY vis-à-vis des libellés des rubriques ICPE concernées en vigueur à cette date), les installations de stockage de bois du site, qui ont un

volume susceptible d'être stocké déclaré de 3000 m<sup>3</sup> (bois bruts 1500 m<sup>3</sup> et bois traités par les autoclaves 1500 m<sup>3</sup>) relèvent du régime de la DÉCLARATION sous la rubrique 1532 (libellé dans sa version suite à décret n° 2006-678 du 8 juin 2006).

Lors de cette précédente inspection, il avait été constaté que les stocks de bois bruts et de bois traités présents sur le site sont limités et représentent chacun une quantité très inférieure à 1500 m<sup>3</sup>. Ces stocks n'étaient présents que sur la partie à l'ouest du bâtiment d'accueil des clients et des fournisseurs (de la partie au Nord de la RD70).

Il avait alors été acté que suite aux modifications de la nomenclature introduites par le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020, les stocks de bois bruts et de bois traités du site sont classés sous le régime de la DÉCLARATION sous la sous-rubrique 1532-2.

Visite 2024:

Au cours de cette visite (2024), le même constat est effectué. Les quantités de stocks de bois, localisées aux mêmes endroits, sont encore moins importantes que lors de la précédente inspection : le volume de bois stocké (bois brut + bois traité) est inférieur à 1000 m<sup>3</sup>, seuil de déclaration de la sous-rubrique 1532-2.

À la suite de la précédente inspection, l'exploitant avait informé l'inspection des installations classées d'une potentielle recrudescence de l'activité sur ce site.

**Lors de l'inspection, l'exploitant a confirmé son souhait de conserver le niveau d'activité autorisée pour ses installations de stockage de bois relevant actuellement du régime de la Déclaration au regard de la sous-rubrique 1532-2.**

A la suite de l'inspection, l'exploitant a indiqué les quantités de bois traités au cours de l'année 2023 (2670 m<sup>3</sup>) et en 2024 (2368 m<sup>3</sup>). Le flux moyens au cours de ces deux dernières années étaient donc de l'ordre de 200 m<sup>3</sup>/mois et donc le stock moyen était de 200 m<sup>3</sup> de bois bruts et de 200 m<sup>3</sup> de bois traités. L'exploitant précise que lors de son dernier inventaire de 2024 le volume de bois cumulés (brut + traité) était de 410 m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Traitement des sources concentrées**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 06/01/2020, article L.181-14 alinéa 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution de sol

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 31/08/2024

**Prescription contrôlée :**

L. 181-14 alinéa 3 (applicable au régime de l'autorisation) :

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Par ailleurs, le L. 517-7-5 (applicable au régime de l'enregistrement) précise :

Si, après la mise en service de l'installation, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ne sont pas protégés par l'exécution des prescriptions générales applicables à l'exploitation d'une installation régie par la présente section, le préfet, peut imposer, par arrêté complémentaire, toutes prescriptions nécessaires.

#### **Constats :**

##### Visite 2023:

Lors de la précédente inspection, l'inspection des installations classées avait fait part à l'exploitant du fait qu'elle dispose d'éléments indiquant que GINGER BURGEAP a mené des investigations complémentaires sur ce site dans le cadre d'une potentielle vente de terrains du site (zone Ouest au Nord de la RD70 et Zone au sud de la RD 70) à la mairie d'ARC-LES-GRAY. Elle avait demandé à l'exploitant de transmettre tous les documents relatifs aux pollutions de sols dont il dispose, notamment le rapport relatif aux investigations complémentaires GINGER BURGEAP.

##### Visite 2024:

La synthèse du rapport CESICE211218/RESICE12891-02 établi par GINGER BURGEAP en date du 30/08/2021 suite aux diagnostics complémentaires du milieu souterrain qu'il a effectué sur ce site a été rappelée lors de cette inspection. Ce diagnostic complémentaire a en particulier :

- confirmé la présence de la zone source de pollution en HCT et HAP au droit du sondage BGP9 telle que mis en évidence dès janvier 2008 par ATOS ENVIRONNEMENT dans son rapport technique "Diagnostic complémentaire et plan de gestion";
- mis en évidence la présence d'une nouvelle zone source de pollution en HCT, HAP et BTEX dans la partie Ouest du site non investiguée lors du précédent diagnostic de 2008, au droit du sondage BGP5 (étant précisé que cette nouvelle zone source de pollution est non circonscrite tant latéralement que verticalement) ;
- mis en évidence de fortes teneurs en HAP et HCT associées à la présence de produit pur notamment sur BGP5 et BGP9.

L'inspection indique à l'exploitant que, compte tenu de l'analyse des résultats des diagnostics complémentaires, GINGER BURGEAP a fait des recommandations, dont en particulier la réalisation d'un diagnostic complémentaire sur les sols et les eaux souterraines pour délimiter la zone de pollution concentrée mise en évidence au droit du secteur ouest et vérifier son impact sur les eaux souterraines.

L'exploitant rappelle que ce diagnostic complémentaire avait été sollicité en 2021 dans le cadre d'un projet de revente de terrains non exploités à cette époque et indique ne pas avoir jusqu'à présent donné de suites à ces recommandations dans la mesure où cette vente n'est plus envisagée (Cf. point de contrôle n° 1).

L'inspection mentionne à l'exploitant que la nouvelle source de pollution concentrée étant non

circonscrite et très proche des limites du site, il ne peut être exclu, au regard des données actuellement disponibles, qu'elle s'étende en dehors du site FBI et nuise aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Compte tenu de ces éléments, l'exploitant s'est engagé à réaliser le diagnostic complémentaire recommandé par BURGEAP. À la suite de l'inspection l'exploitant a justifié que :

- il avait, dès la semaine suivant l'inspection, sollicité GINGER BURGEAP pour obtenir un devis;
- signé le 31/10/2024, le bon pour accord du devis de GINGER BURGEAP;
- engagé les démarches pour pouvoir mettre en place des piézomètres hors site pour vérifier l'impact sur les eaux souterraines de la nouvelle source de pollution identifiée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de transmettre à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception les résultats des investigations complémentaires qui seront réalisées prochainement par GINGER BURGEAP accompagnés de tous commentaires utiles (actions futures envisagées avec calendrier associé), étant rappelé que ces éléments devront permettre l'obtention d'un plan de gestion, couplé à une Analyses de Risques Résiduels (ARR) ou une Interprétation de l'Etat des Milieux (IEM) le cas échéant, définissant les mesures de gestion des zones de pollution concentrées mises en évidence et permettant d'assurer la compatibilité de l'état des milieux avec les usages actuels ou prévus, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites pollués du 19 avril 2017.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Surveillance des eaux souterraines - application des normes AFNOR**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 11/05/2000, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements et analyses devront être réalisés suivant un protocole prédéfini qui retiendra les normes AFNOR applicables en l'espèce lorsqu'elles existent.

**Constats :**

A la suite de la précédente inspection 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection, des résultats des campagnes de surveillance des eaux souterraines effectuées sur son site et en particulier :

- le bilan quinquennal de la surveillance des eaux souterraines sur la période 2019-2023,
- les données du suivi des eau souterraines pour le premier semestre 2024.

Lors de l'inspection 2024, l'exploitant a présenté le rapport qu'il a transmis concernant les données du suivi des eaux souterraines du premier semestre 2024. Ce rapport comporte en particulier un schéma de localisation des points de suivi, les "fiches piézométriques" de chaque ouvrage (Puits, Pz1, Pz2 et Pz3), les rapports d'analyses par le laboratoire Eurofins de chaque prélèvement, un tableau de restitution des résultats des rapport d'analyses accompagnées

d'éléments d'interprétation ainsi qu'une conclusion au regard des résultats des campagnes précédentes qui indique *"La situation globale est en amélioration (disparition du chrome, baisse de l'arsenic et HCT), le suivi de la qualité des eaux souterraines doit être maintenu sur le site de GRAY pour confirmer les bonnes tendances obtenues depuis ces derniers semestres"*.

Le laboratoire Eurofins est accrédité par le Comité français d'accréditation pour la réalisation des analyses de paramètres recherchés dans les eaux souterraines sur le site FBI d'ARC-LES-GRAY. Toutefois, il est mentionné dans les rapports d'analyse des échantillons prélevés au niveau de Pz1 et Pz3 que l'accréditation a été retirée pour l'analyse des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAPs). Cette observation n'est pas présente dans les rapports d'analyse du puits et de Pz2.

De plus, ces rapports d'analyse mentionnent d'autres observations et en particulier que :

- la conformité relative à la température relevée à réception n'est pas remplie,
- les délais de mise en analyse sont supérieurs à ceux indiqués dans la dernière étude de stabilité d'Eurofins ou aux délais normatifs pour les paramètres identifiés par un "#", donnant lieu à des réserves sur les résultats, avec retrait de l'accréditation,
- l'heure de prélèvement n'étant pas renseignée, les délais de mise en analyse ont été calculés à partir d'une heure de prélèvement fixée par défaut à 00h01.

L'exploitant indique qu'il effectue lui-même les prélèvements. Au cours de la visite de terrain, il est constaté que les piézomètres sont cadenassés et protégés contre les chocs.

Par courriel du 04/10/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des ICPE :

- l'attestation du 07/03/2007 de la participation à la formation "mission de formation aux prélèvements et à la définition d'un programme analytique d'échantillons de sols et d'eaux", ainsi que le programme de cette formation,
- la procédure P-4.3 mise en place par FBI à la suite de la formation supra pour le suivi piézométrique ("relevé piézométrique", "purge" et "échantillonnage, stockage et transports" des eaux souterraines sur les sites de FBI;
- les fiches 4.1 et 4.5 relative respectivement aux "Volume et temps de purge", et aux modèles de fiche piézométrique.

Pour ce qui concerne les fiches piézométriques, elles prévoient l'enregistrement des données hydrologiques (niveaux statistiques avant et après la purge par rapport au repère, conductivité, pH et T°C), les modalités de prélèvement et de purge qui ont été réalisées. Elle ne font pas référence à la Norme NF X31-615 "Qualité des sols - Méthodes de détection, de caractérisation et de surveillance des pollutions en nappe dans le cadre des sites pollués ou potentiellement pollués - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines dans des forages de surveillance pour la détermination de la qualité des eaux souterraines", dont la version en vigueur date de décembre 2017.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de revoir, sous 3 mois, son protocole P -4.3 de sorte qu'il permette de garantir le respect de la norme NF X 31-615. Cette révision du protocole intégrera en particulier, à titre de contrôle, la réalisation de prélèvements par un laboratoire accrédité pour la norme NF X 31-615 à une périodicité et selon des modalités à définir par l'exploitant. Cette révision précisera également les exigences à respecter et les informations à transmettre au laboratoire pour que les résultats d'analyses ne fassent pas l'objet d'un retrait d'accréditation.



A défaut, les prélèvements pour la surveillance piézométriques du site devront être réalisés par un préleveur extérieur à FBI accrédité pour la norme NF X 31-615.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Surveillance des eaux souterraines - interprétation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/05/2000, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats des analyses seront transmis à l'IICPE après chaque campagne, accompagnés des niveaux piézométriques ainsi que de tous commentaires utiles à leur compréhension.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats du bilan quinquennal 2019-2023 transmis par l'exploitant suite à la précédente inspection fournissent les niveaux piézométriques à chaque campagne et des commentaires sur l'évolution des résultats. Ce bilan conclut globalement à l'observation sur la période 2019-2023 de :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. une piézométrie globale plutôt orientée sur une légère baisse, certainement influencée par les épisodes de sécheresse;</li> <li>2. un sens d'écoulement général orienté vers l'ouest suivant le tracé de la Saône;</li> <li>3. une absence de détection majeure pour le Bromure, le Mercure et Indice Phénols;</li> <li>4. une poursuite de la baisse ou de la stabilité des teneurs sur les paramètres recherchés;</li> <li>5. une confirmation des teneurs sous le seuil sanitaire (et parfois détection) pour le Chrome en PZ2 et Arsenic en PZ1;</li> <li>6. une confirmation des teneurs sous le seuil sanitaire (et parfois détection) pour les Hydrocarbures Totaux (HCT) en Puits;</li> <li>7. un respect des seuils sanitaires (eaux potables) sur les 4 points de surveillance sauf arsenic Puits;</li> <li>8. une absence d'impact confirmé ou d'une contamination « marquée » en HAP sur les eaux souterraines."</li> </ol> <p>Lors de la transmission de ce bilan quinquennal, l'exploitant a sollicité un aménagement de la surveillance avec l'arrêt de la surveillance des paramètres Bromures, Mercures et Indice Phénols, du fait de l'absence de valeurs constatées sur a minima la dernière période quinquennale.</p> <p>Compte tenu des constats effectués au point de contrôle n° 3, l'inspection des installations classées demande que la prochaine campagne "hautes eaux" et la prochaine campagne "basses eaux" soient toujours réalisées selon les modalités prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/05/2020. En effet l'inspection souhaite disposer, avant de se positionner sur l'allègement de surveillance sollicité par l'exploitant, de résultats d'analyses effectuées sur des prélèvements dont la conformité à la norme NF X31-615 est garantie et ne comportant pas d'incertitude sur les résultats transmis.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------